



Journée d'études
Organisée par le **GDRI CRICEC**
Crises and Change in the European Countryside
Et l'équipe ERHIMOR-CRH

Sous la responsabilité
d'Alain Chatriot (CNRS, CRH, Paris) et Nadine Vivier (Université du Mans)

EHESS, Paris
Salle Alphonse Dupront (dans la cour)
10 rue Monsieur le Prince, 75006 Paris

14 juin 2013

L'Etat face aux crises agricoles (Europe, mi XIX^e-mi XX^e siècles)
The State and the crises in agriculture (Europe, mid 19th - mid 20th century)

Si l'analyse des crises agricoles est une question classique de l'historiographie, il semble intéressant de les interroger dans une perspective centrée sur l'époque contemporaine. Les crises agricoles ici envisagées sont de différentes sortes : crises frumentaires, crises de productions agricoles qu'elles soient de sous-production ou de surproduction, mais aussi crise des marchés agricoles, des formes de commercialisation des produits. Si bien sûr les crises « majeures » sont au cœur de notre projet, des crises plus ponctuelles peuvent aussi donner lieu à des études. Face à ces crises agricoles, on souhaite porter l'attention aux réactions des Etats et aux politiques publiques alors menées. Il s'agit ici de s'intéresser aussi bien aux débats politiques qu'aux modalités d'action des administrations face aux crises, et ce, à différentes échelles. La diversité des régimes politiques que connaît l'Europe durant la période d'étude proposée doit permettre des analyses fines de certains enjeux politiques du monde rural et des régulations économiques alors pratiquées. Cet accent mis sur l'Etat ne consiste pas à limiter l'étude aux seuls politiques et fonctionnaires. Les interactions entre l'Etat et les acteurs économiques et sociaux (producteurs, syndicats, négociants, consommateurs) sont bien sûr au centre du sujet.

The study of agricultural crisis has been an important issue of the historiography of Ancien Régime and particularly the end of the 18th c. It would be innovative to study them for the late modern period and to focus on the efforts made to solve them. The agricultural crises considered here are of different kinds: crises of agricultural production whether underproduction or overproduction, crises of agricultural markets or crises of marketing. Studies will address the responses to the crises given by the States and globally the public policy then conducted. Political debates as well as the methods of action used by the administrations will be scrutinized, at different scales, national or local. The emphasis on the role of the State does not limit, in any way, the study to politicians and civil servants. Interactions between the State and economic and social actors (producers, trade unions, traders, consumers) are an important part of the question. The diversity of political systems in Europe of 19th-20th c. should provide precise analysis of some political issues in rural sphere and of some economic controls employed.

L'Etat face aux crises agricoles (Europe, mi XIX^e-mi XX^e siècles)
The State and the crises in agriculture (Europe, mid 19th - mid 20th century)

9h.30 13h.

Sous la présidence de Gérard Béaur (CNRS, EHESS, CRH-ERHIMOR)

Introduction

Alain Chatriot (CNRS, CRH-EHRIMOR) et Nadine Vivier (Université du Mans)

Crise et changements dans l'agriculture espagnole aux XIX^e et XX^e siècles

Vicente Pinilla (Université de Saragosse)

The development of agrarian policy in the Netherlands, 1860-1940

Antón Schuurman (Université de Wageningen)

The wine crisis of early twentieth century and the state intervention in wine markets in Spain and France: a comparison

Jordi Planas (Université de Barcelone)

15h. 18h.

Sous la présidence de Jean Heffer (EHESS, CENA)

Globalisation, agricultural policy and agrarian syndicalism. The agrarian crisis and the dairy sector in Belgium during the interwar period.

Leen Van Molle, Yves Segers (Université de Louvain)

Le régime de la crise : la réorganisation du secteur agricole italien sous le fascisme (1925-1935)

Niccolo Mignemi (CRH-EHRIMOR, EHESS)

Short term and structural policies before the agricultural crisis under the Spanish Second Republic (1931-1936) : markets, agents and programmes

Juan Pan-Montojo (Université autonome de Madrid)

Prix minimum et Office du blé : les réponses françaises à la crise des années 1930

Alain Chatriot (CNRS, CRH-EHRIMOR)

Crise et changements dans l'agriculture espagnole au XIX^e et XX^e siècles

Vicente Pinilla, Université de Saragosse

Les crises agraires ne sont pas seulement importantes pour la compréhension des périodes difficiles. Elles ont des répercussions profondes qui ont entraîné des changements substantiels dans l'agriculture. Par conséquent, pour comprendre l'évolution de l'agriculture espagnole au cours des XIX^e et XX^e siècles, il est essentiel d'analyser les caractéristiques des crises majeures qui l'ont affectée.

Notre but est d'étudier les trois crises que nous croyons avoir une plus grande importance, et aussi une plus grande capacité d'influencer le développement de l'agriculture.

La crise de l'ancien régime était cruciale parce que l'objectif principal de la révolution libérale était d'établir le cadre juridique d'une société nouvelle, sans obstacles juridiques et institutionnels pour le développement des relations de production capitalistes. Il a eu une conséquence majeure pour l'avenir de l'agriculture espagnole: la création de nouvelles institutions. Les changements, modifications ou les crises futures devaient avoir lieu dans un contexte institutionnel nouveau.

La dépression agricole de la fin du XIX^e siècle, le résultat de la première vague de mondialisation, est la deuxième étude. En Espagne, l'arrivée de produits agricoles en provenance d'outre-mer entraîné de graves problèmes dans le marché de produits clés dans le secteur agricole, comme les céréales. La crise a également affecté les secteurs qui ont eu un grand succès sur les marchés étrangers: le vin et l'huile d'olive. Les politiques économiques adoptées face à la crise, eu tendance à renforcer la polarisation entre les deux types d'agriculture en Espagne: une agriculture très ciblée et dépendent des marchés étrangers, et un autre qui se lie beaucoup plus sur le marché intérieur.

Dans la décennie des années quarante du XX^e siècle, après la fin de la guerre civile espagnole, l'agriculture a de nouveau été confronté à une situation de crise profonde. La crise a été caractérisée par une baisse considérable de la production et de la productivité du travail. Il y avait aussi l'abandon des terres, la baisse de l'utilisation des machines et des niveaux d'abonnés, forte réduction des salaires réels agricoles et la forte contraction des exportations. Un effondrement profond et durable doit être expliqué par la combinaison des conséquences extraordinaires causées par la Seconde Guerre mondiale, une situation critique causée par l'isolement international produit par l'alignement politique franquiste avec l'Axe et une politique économique extrêmement interventionniste et délibérément isolationniste. Depuis le début des années cinquante a vu la reprise des transformations interrompues par la guerre et la crise. Ceci a été facilité par le changement de la politique agricole depuis 1951, la fin de l'isolement international de l'Espagne, l'arrivée en Europe de la technologie déjà développée aux Etats-Unis et la forte croissance économique du continent européen.

The development of agrarian policy in the Netherlands, 1860-1940

Anton Schuurman, Université de Wageningen

In this contribution I will address the development of agrarian politics in the Netherlands from 1840 onwards. I will stress that during the nineteenth century the development was deviating from many other European countries because the central government was in fact abstaining from interfering with the agricultural sector. It is only after the agricultural crisis of the 1880s that this attitude changed slowly. The second watershed was the crisis of the 1930s and the preparation for the food supply in the Second World War. These two events uncovered new weaknesses in the structure of the rural society and agricultural economy and caused the Dutch government to interfere strongly in the agricultural production.

The wine crisis of early twentieth century and the state intervention in wine markets in Spain and France: a comparison

Jordi Planas, Department of Economic History and Institutions, University of Barcelona

In the early twentieth century, winegrowers had to tackle an international overproduction crisis, with falling wine prices while wages and production costs increased. They responded asking for state intervention, as markets didn't show any signs of correcting themselves. Large winegrowers' associations were created that lobbied the government to achieve the regulation of domestic wine markets through tariffs, regional appellations, bodies to control fraud in winemaking and other measures to increase genuine wine consumption. In major wine producer countries, as were France and Spain, the institutionalization of winegrowers' lobbies was effective enough to pave the way for the creation of specialized associations in other agricultural sectors, which asked for similar policies to defend their particular interests. The result was, generally in Europe, an increasing regulation of agricultural markets and protection of farmers' incomes, a trend that winegrowers' mobilization had started in early twentieth century. However, policy responses to their demands were not quite the same everywhere: while in France winegrowers were highly successful and obtained government support to protect their market interests, in Spain the legislation was much more eclectic, willing to satisfy both winegrowers and alcohol producers and consumers. This paper aims to explain the differences in the wine market regulation of these two major producer countries

Globalisation, agricultural policy and agrarian syndicalism. The agrarian crisis and the dairy sector in Belgium during the interwar period

Yves Segers, Leen Van Molle, University of Leuven

The journal "Boerenfront" (Farmers' front) published in 1938 a picture with as caption: "We feed the nation, but the nation does not feed us" (see below). This picture and the corresponding text illustrate strikingly the feeling that predominated among Belgian farmers during the 1930s. This drawing speaks volumes: the members of the farmers' family are poorly dressed, their faces are grey and grizzled. The bourgeois and even the workers, on the contrary, wear elegant clothes and enjoy to the fullest the milk of a black-white cow.

Just like elsewhere in Europe, Belgian farmers' families struggled with shrinking income since the late 1920s. Their standard of living felt drastically, despite all their efforts and long working days. The dairy sector, in particular, was affected by the crisis and diminishing prices. During the agrarian depression of the years 1880-1895 a reorientation towards cattle breeding and dairy production (butter, cheese, consumption milk) appeared to be a good strategy, and was supported by the government and the farmers' organisations. However, from the end of the 1920s dairy farmers too experienced the impact of globalization, international overproduction and sharply shrinking prices. Of course, this was a good thing for consumers and urban dwellers, as the picture below shows, but a true depletion for dairy farmers.

This paper demonstrates that the Belgian government, compared with those of other European countries, launched rather late its measures to stop the mass import of cheap dairy produce (mainly from the Netherlands and Denmark). To secure the nations' industrial interests, the government stucked long to its free trade policy and resulting low food prices. However, this agricultural and food policy unleashed unprecedented heavy protests by farmers. With the establishment of the extreme right-wing *Parti Agraire Belge* (1932) angry Walloon farmers imitated the French Dorgerisme and with the establishment of the *Boerenfront* (1936) a new and radical farmers' organization arose in Flanders too. In particular small farmers and peasants protested against the (in their eyes) compliant government policy. They refused to supply their produce to

the processing factories (such as dairy enterprises) and started with a campaign of so-called “milk strikes”. For the first time since the Belgian independence, farmers protests were not limited to the local and regional level, but were now organized nationwide and on a national level. The so-called direct agrarian syndicalism was born. Under the influence of these protests, the Belgian government (and in particular its Catholic members) ultimately opted for the interests of farmers. However, the protectionist measures and the efforts to promote the sale and export of farm produce, came too late. Moreover, they did not address the structural problems of the farm and dairy sector: Belgian farmers produced too much milk and other dairy products, the (cooperative) dairies operated on a too small scale and had too less an eye for quality and hygiene. Only during the Second World War, a modernization process of the Belgian dairy sector got started, mainly by the efforts and obligations of the German occupier.

Politiques conjoncturelles et structurelles face aux crises agraires sous la II^e République espagnole (1931-36) : marchés, agents et programmes.

Short term and structural policies before the agricultural crisis under the Spanish Second Republic (1931-36) : markets, agents and programmes

Juan Pan Montojo, Université autonome de Madrid

En avril 1931, quand le régime démocratique fut proclamé en Espagne, les groupes politiques devaient faire face à deux types très différents de problèmes dans l'agriculture. D'une part, ils héritèrent de la dictature de Primo de Rivera une «question agraire» non résolue et, par voie de conséquence, aggravée : la «question agraire» était un concept accepté dans le jeu politique depuis le commencement du siècle, pour faire référence à l'inégalité de la distribution de la terre, à la pauvreté de grands secteurs de la paysannerie et aux problèmes sociaux et économiques associés. Un consensus s'établit entre les forces républicaines, de la droite à la gauche, sur la nécessité d'une réforme agraire : cependant, au fur et à mesure que l'idée de réforme devint des projets concrets, un fort conflit politique remplaça le consensus. D'autre part, le secteur agraire exportateur d'abord, et puis d'autres secteurs plus orientés vers les marchés intérieurs souffrirent les effets de la crise internationale : la baisse des prix, les politiques de protection... Analyser simultanément les politiques mises en place pour affronter les deux crises agraires (la crise structurelle liée aux conflits autour de la propriété-exploitation et la crise conjoncturelle des prix et des marchés) par les différents gouvernements et les demandes faites par les organisations agraires, pour comprendre la formation de politiques publiques dans le nouveau contexte démocratique, sera l'objet de ce travail.

Le régime de la crise : la réorganisation du secteur agricole italien sous le fascisme (1925-1935)

Niccolò Mignemi, docteur de l'EHESS CRH - ERHIMOR

Précédée par la crise agricole de 1927 et inscrite dans la plus générale conjoncture internationale, la crise économique du début des années 1930 marque un tournant dans le développement de l'agriculture italienne. Une baisse des quantités et de la valeur produites se manifeste à cette époque dans le secteur, mais il ne faut pas oublier que les crises sont un facteur constitutif des dynamiques d'évolution et de transformation du système capitaliste dans son ensemble. La réorganisation interne de l'agriculture qui se produit entre 1925 et 1935 mérite donc d'être interprétée en tant que composante essentielle du processus de définitive incorporation du secteur primaire dans le capitalisme national.

Acteur économique déterminant depuis l'unité politique de 1861, sous le fascisme les initiatives de l'État en agriculture se focalisent sur trois questions principales : les contrats agraires

et les conditions de travail, l'organisation du marché intérieur des intrants et des produits, le commerce international. Mais il ne faut pas oublier que d'autres acteurs jouent ici un rôle déterminant. Premièrement, il y a les syndicats, indispensables pour prévenir et manager les occasions possibles de conflictualité. Secondairement, le contexte international impose des décisions souvent présentées par la propagande comme des conquêtes du régime : le « choix » de l'autarchie dans un « climat protectionniste » généralisé est de ce point de vue exemplaire. Au final, la gestion mise en place et les mesures adoptées par le gouvernement sont rarement la réponse occasionnelle à une situation de crise, plutôt elles créent les conditions pour orienter la sortie de la crise vers les directions attendues et permettent de distribuer coûts et profits parmi les différentes catégories sociales.

Dans le cadre d'une économie corporative dirigée de façon totalitaire, la crise de la première moitié des années 1930 et les décisions qui l'accompagnent contribuent à mettre les bases pour le modèle dualiste de développement de l'agriculture italienne, destiné à se maintenir bien au-delà de la Libération. En 1933 la richesse ici produite est définitivement dépassée par l'industrie, mais certains secteurs d'agriculture productiviste arrivent néanmoins à se renforcer. En même temps, la propagande exalte les vertus du ruralisme, mais la réalité du « retour à la terre » s'incarne dans des mesures comme la loi de 1931, qui limite les migrations internes et contribue à faire des campagnes une réserve de main d'œuvre. Les cultures moins rentables sur le court terme sont délaissées dans les préoccupations du gouvernement, des systèmes polycultureaux se trouvent déstabilisés et la grande masse de petits paysans subit un processus général de prolétarianisation, sous la pression des contrats agraires et de la réorganisation des marchés. La politique céréalière est de ce point de vue exemplaire et la « fameuse bataille », lancée en 1925, ne profite qu'aux grands producteurs, pour la plupart concentrés dans la plaine du Pô, qui sont les seuls capables d'intensifier les productions, alors qu'en général la diffusion du froment se fait au détriment d'autres cultures ou par l'exploitation de terres marginales.

À partir d'un retour sur les différentes études historiographiques consacrées aux dynamiques du secteur primaire, d'une reconstruction des mesures adoptées par le régime au cours de la décennie 1925-1935 et d'une analyse des statistiques agricoles, cette contribution vise à reconstruire comme la crise de la première moitié des années 1930 a été intégrée par l'état fasciste dans le cadre de l'œuvre de réorganisation du système capitaliste national, dont il s'était porté garant au moment de sa prise de pouvoir en 1922.

Prix minimum et Office du blé : les réponses françaises à la crise des années 1930

Alain Chatriot, CNRS, CRH-ERHIMOR, Paris

La déstabilisation du marché du blé en France consécutif à la Première Guerre mondiale connaît une nouvelle ampleur avec la crise économique internationale qu'accompagne des récoltes excédentaires au début des années 1930. Face à cette situation, le Parlement où les divers intérêts agricoles sont fortement représentés se saisit régulièrement de la question et une inflation législative puis réglementaire débute alors sur ces questions. La tentative d'instauration d'un prix minimum en juillet 1933 est un échec compte tenu de l'importance de la fraude. Le retour progressif à la liberté du marché à partir de décembre 1934 voit à nouveau un effondrement des prix du blé. Porté de longue date par les socialistes, le projet d'Office du blé est réalisé à l'été 1936 par le gouvernement de Front populaire. Entre étatismisme et corporatisme, il propose une solution à la crise agricole qui au-delà de nombreuses polémiques constitue une étape importante dans la politique agricole française.